

# La Communauté de Communes du Nord de la Martinique : vers un nouvel élan économique



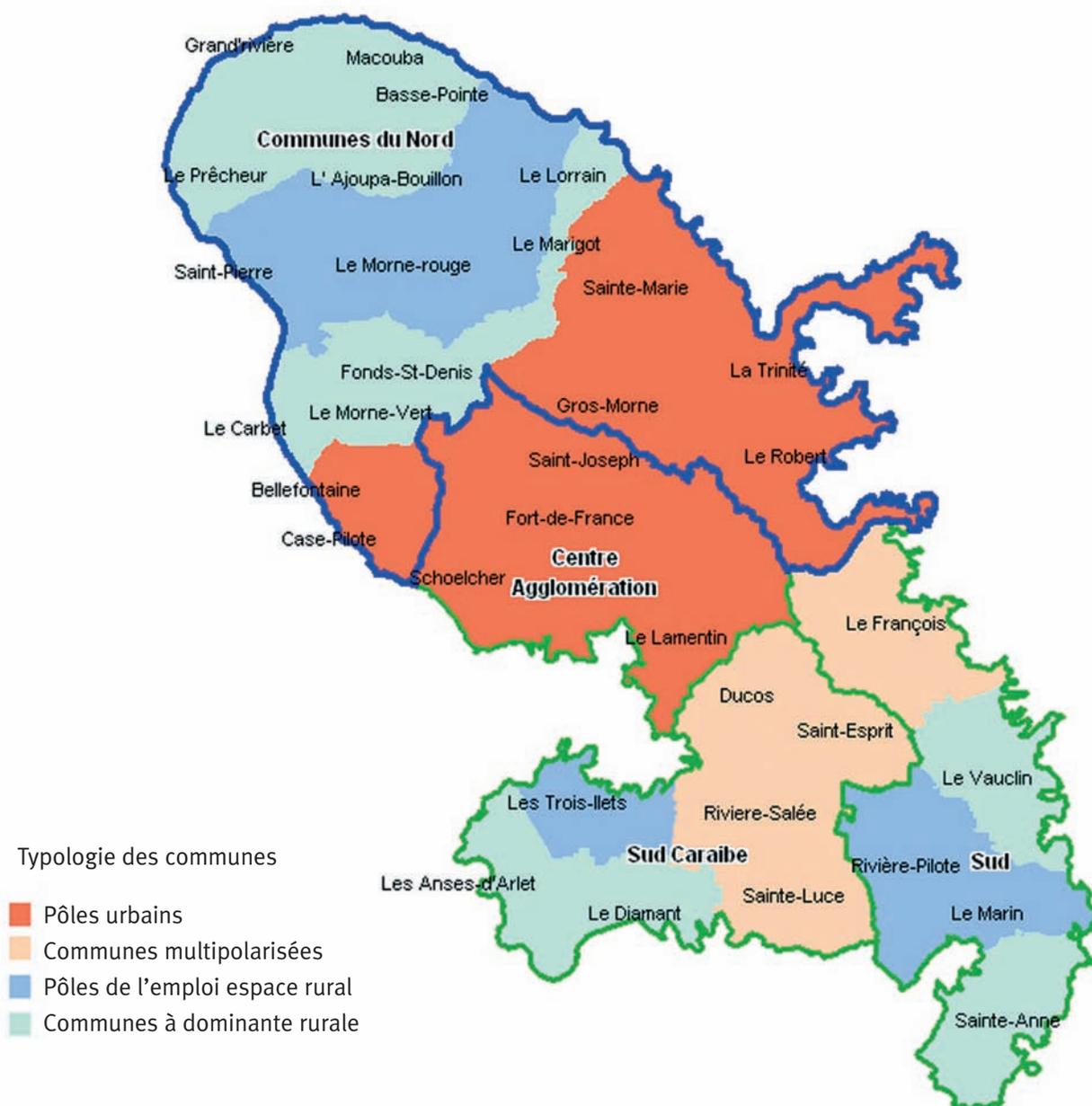
**INSEE**  
ANTILLES-GUYANE



**equal**  
2004-2008  
Combattre  
les discriminations,  
réduire les inégalités,  
pour une meilleure  
cohésion sociale

# La Communauté de Communes du Nord de la Martinique : Vers un nouvel élan économique

- Contour de la zone “Communes du Nord”
- Contour des zones SAR



Copyright IGN - Insee 2006

# Avant-propos

**A** la Martinique, le programme d'initiative communautaire EQUAL Proxi'Nord, financé par le FSE, vise à améliorer et développer l'offre de services de proximité à la population et aux entreprises sur le territoire de la Communauté de Communes du Nord de la Martinique (la CCNM). La configuration du territoire, le contexte national favorable au développement des services à la personne, les initiatives publiques et privées ont induit une offre essentiellement centrée sur les services à la personne. Dans ce cadre, l'Insee et la Boutique de Gestion se sont associés pour dresser un panorama de ce territoire.

Tirant parti des capacités d'expertise des deux organismes, ce document synthétise les principales caractéristiques et souligne les

particularismes socio-économiques du Nord Martinique. A l'initiative de la Boutique de Gestion, cette étude met en lumière les enjeux pour le territoire et vise à fournir aux acteurs locaux, des éléments de prospective et d'aide à la décision pour le développement local du secteur des services à la personne.

En Métropole, le secteur compte 1,3 million d'emplois et connaît une forte croissance de ses effectifs depuis les années 90. Il recouvre un large éventail de métiers contribuant au mieux-être des personnes sur leurs lieux de vie - à leur domicile, sur leur lieu de travail ou de loisirs : garde d'enfants, soutien scolaire, assistance à domicile des personnes dépendantes, portage de repas, accompagnement et transport, conciergerie d'entreprise, gardiennage, entretien du cadre de vie, bien-être et esthétique, etc.

<b>Avant-propos</b> .....	p.	1
<b>Introduction</b> .....	p.	2
<b>Territoire</b>		
Un territoire partagé entre l'espace rural au Nord et l'aire urbaine de Fort-de-France .....	P.	3
Un espace à deux vitesses .....	p.	4
<b>Population</b>		
Des dynamiques démographiques très différentes.....	p.	6
<b>L'appareil productif et l'emploi</b>		
Une structure d'emploi ouvrière .....	p.	13
Une demande d'emploi peu qualifiée par rapport à la région.....	p.	14
<b>Revenus</b>		
Des revenus plus faibles qu'en moyenne régionale .....	p.	17
<b>Les finances publiques locales</b>		
Un endettement modéré .....	p.	19
Des recettes de fiscalité peu élevées .....	p.	19
<b>Conclusion</b> .....	p.	21
<b>Annexe : les équipements de la CCNM</b> .....	p.	22



# Territoire

## UN TERRITOIRE PARTAGÉ ENTRE L'ESPACE RURAL AU NORD ET L'AIRE URBAINE DE FORT-DE-FRANCE

**E**ntre mer et volcan, la Communauté de Communes du Nord de la Martinique (CCNM) - 18 communes et 108 470 habitants - couvre près de la moitié de la surface de la Martinique et abrite plus du quart de sa

population : 28,4 % des habitants de l'île sur 548 km<sup>2</sup>. L'identité du territoire est marquée par son patrimoine naturel et paysager : son relief montagneux polarisé par la Montagne Pelée et ses espaces naturels en font le poumon vert de la Martinique.

Par rapport au reste du département, le Nord Martinique se caractérise par une moins forte densité de population et un espace à vocation agricole important. Toutefois, les quatre communes les plus peuplées, représentant 1/3 du territoire de la Communauté de communes et 60 % de sa population, sont intégrées dans l'aire urbaine de Fort de France.

Traditionnellement rural, le territoire s'est développé de manière inégale tant du point de vue démographique qu'économique, aboutissant à un déséquilibre entre l'est et l'ouest. Il est structuré autour de trois principaux pôles d'emploi où le tertiaire non marchand domine (hôpital, mairie, enseignement) et côtoie un secteur agricole bien représenté : la Trinité, le Robert et Ste Marie. Tous trois sont situés dans la zone d'emploi du Centre Atlantique. Dans les deux autres zones d'emploi de la CCNM, le Nord Atlantique et le Nord Caraïbe, les plus gros pôles sont Le Lorrain et Basse-Pointe pour la première et Saint-Pierre et Morne-Rouge pour la seconde. De taille plus réduite, ce sont des pôles d'emploi de l'espace rural.

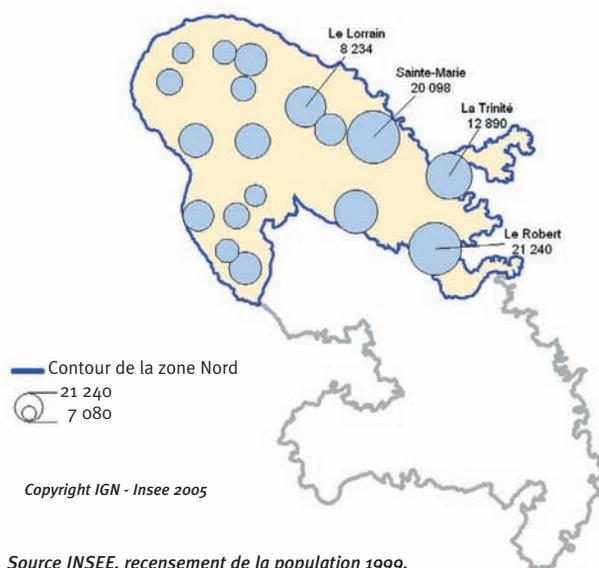
Le Nord Caraïbe (23 464 habitants - 210,3 Km<sup>2</sup>) regroupe huit communes : Bellefontaine, Case-Pilote, Fonds Saint-Denis, Le Carbet, Le Prêcheur, Morne-Rouge, Morne-Vert et Saint-Pierre.

Marqué par l'éruption de la Pelée en 1902 et fragilisé par ce risque volcanique encore présent, le Nord Caraïbe, souffre depuis, d'un déficit d'équipements structurants qui ralentit son développement.

Ajoupa Bouillon, Basse-Pointe, Grand-Rivière, Le Lorrain, Le Marigot et Macouba forment un Nord Atlantique (20 113 habitants - 145,7 km<sup>2</sup>) qui conforte son assise rurale et tente de maintenir une activité agricole qui recule inexorablement.

En revanche, le Centre Atlantique, entièrement intégré dans l'aire urbaine de Fort de France, concentre désormais l'essentiel de l'activité industrielle et l'offre de services du territoire. Etendue sur 192 km<sup>2</sup>, la zone formée de Gros-Morne, Le Robert, Sainte-Marie et Trinité s'est fortement développée sous l'effet d'un phénomène de périurbanisation du Centre Martinique vers la

### Répartition géographique de la population en 1999



Source INSEE, recensement de la population 1999.

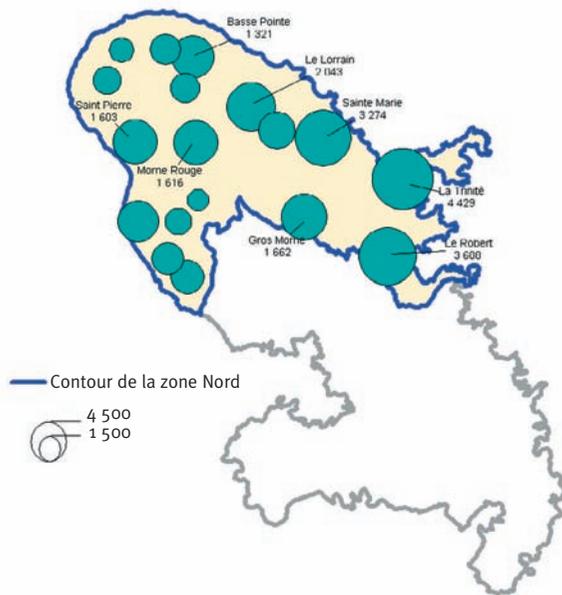
façade Atlantique. Avec ses 64 893 habitants, la densité de population sur le Centre Atlantique est équivalente à celle de la Martinique, 338 hab./Km<sup>2</sup>, contre 189 hab./Km<sup>2</sup> sur l'ensemble de la CCNM.

Il est probable que cette avancée de l'agglomération foyaleise vers le Nord se poursuive, notamment en raison d'une plus forte pression foncière. Il est vraisemblable aussi qu'elle soit freinée, de manière naturelle, par la barrière montagneuse des Pitons du Carbet.

	Nombre de personnes
Robert (Le) (97222)	21 174
Sainte-Marie (97228)	20 087
Trinité (La) (97230)	12 883
Gros-Morne (97212)	10 633
Lorrain (Le) (97214)	8 234
Morne-Rouge (Le) (97218)	5 392
Saint-Pierre (97225)	4 439
Basse-Pointe (97203)	4 184
Case-Pilote (97205)	4 046
Marigot (Le) (97216)	3 655
Carbet (Le) (97204)	3 315
Morne-Vert (Le) (97233)	1 934
Prêcheur (Le) (97219)	1 844
Ajoupa-Bouillon (L') (97201)	1 761
Bellefontaine (97234)	1 521
Macouba (97125)	1 389
Fonds-Saint-Denis (97208)	945
Grand'Rivière (97211)	880
<b>Total</b>	<b>108 316</b>

# Territoire

Localisation des emplois en 1999

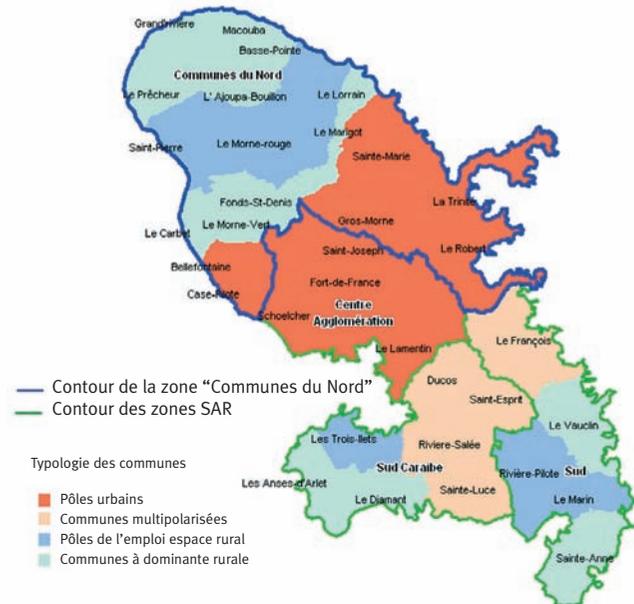


Copyright IGN - Insee 2005

Source INSEE, recensement de la population 1999.

Un territoire partagé entre l'espace rural au Nord et l'aire urbaine

Les zones SAR Martinique



Copyright IGN - Insee 2006

Source INSEE, recensement de la population 1999.

## UN ESPACE À DEUX VITESSES

Les voies de communication intérieures sont peu développées. Les deux principaux axes routiers, la RN1 sur la côte Atlantique et la RN2 sur la façade Caraïbe sont littoraux et concentrent le trafic automobile de manière croissante, notamment à proximité du Centre Agglomération. Cet état de fait ne favorise pas les échanges entre l'ouest et l'est du Nord Martinique et pénalise l'ensemble du territoire ; non seulement dans sa quête d'une cohésion propre mais également dans la recherche d'une relative autonomie par rapport à une agglomération foyale dont le pouvoir d'attraction reste fort. Il en résulte une situation de fracture interne au territoire, contribuant à enclaver le Nord Caraïbe par rapport aux deux autres zones, pénalisant aussi la relance du Nord Atlantique. L'étude des déplacements domicile-travail illustre bien cette situation. Le territoire compte 24 500 emplois au dernier recensement pour une population d'actifs occupés de 30 600 personnes. Le territoire n'est pas autonome en termes d'emploi et relativement peu attractif : plus de 9 500 actifs résidents travaillent en dehors de la CCNM (31 %), essen-

tiellement en Centre Agglomération, près de 3 500 personnes viennent y travailler. Il est vrai que le poids économique de l'agglomération foyale conditionne très largement ces navettes domicile-travail. Près de 5 740 personnes actives quittent le Centre Atlantique chaque jour pour se rendre à leur travail en Centre Agglomération (1 475 font le chemin inverse), près de 2 170 résidents du Nord Caraïbe et plus de 600 du Nord Atlantique font de même. En revanche, les relations entre les trois zones d'emploi qui composent la CCNM sont peu nombreuses. Elles sont néanmoins équilibrées.

L'influence économique de la CCNM sur le reste de l'île est par ailleurs assez diffuse à mesure que l'on se rapproche de l'agglomération de Fort de France : peu d'actifs résidant hors de la CCNM viennent y travailler. Dans leurs déplacements domicile-travail, les actifs du Nord constituent une part importante des actifs martiniquais ne possédant aucun mode de transport : 31,4 %. Ils sont également plus nombreux à se rendre à pied sur leur lieu de travail (13,7 % sur le territoire contre 8,6 % en Martinique). Cette tendance est surtout frappante dans le Nord Atlantique et concerne 1 actif sur 5. En outre, dans le Nord Martinique, le taux d'équipement

# Territoire

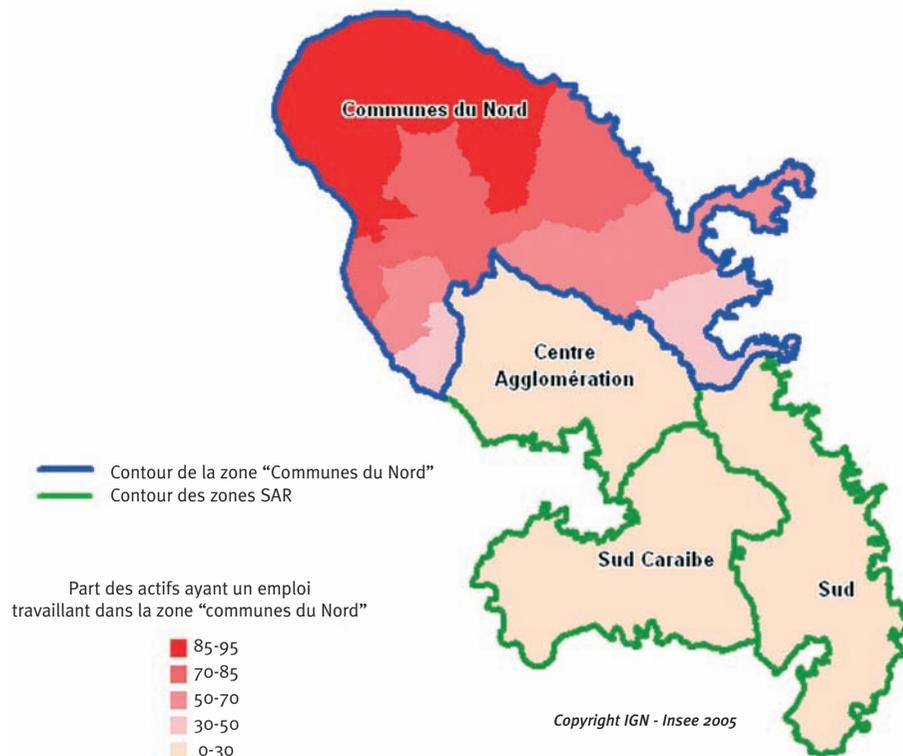
en automobiles est moindre. Les ménages les mieux motorisés sont ceux qui résident en proche périphérie du Centre Agglomération. Les communes les plus extrêmes de la Martinique telles que Grand-Rivière et Macouba sur le Nord Atlantique et Le Prêcheur sur le Nord Caraïbe sont celles qui s'équipent le moins. Il faut préciser que dans ces communes, les retraités et les personnes sans activité sont aussi plus nombreux qu'ailleurs.

Ces constats peuvent être interprétés comme le reflet d'un espace à deux vitesses sur le territoire.

D'une part, les populations du Centre Atlantique et des communes du Nord Caraïbe restent durablement attirées par l'agglomération foyale. D'autre part, les communes à dominante rurale du Nord Atlantique et du Nord Caraïbe semblent avoir développé une relative autonomie, privilégiant un mode de vie de proximité.

**Enjeux :** Le territoire de la CCNM est partagé entre un espace urbain qui se développe et l'espace rural qui devient plus dépendant et moins attractif. Les trois bassins d'emploi ont peu de relations entre eux mais elles sont équilibrées. Chacun des territoires demeure durablement attiré par l'agglomération foyale dont le poids économique est grandissant. Le risque d'enclavement du grand Nord sera d'autant plus fort que les appareils productifs locaux seront peu diversifiés conduisant de plus en plus d'actifs à l'extérieur et rendant l'économie locale plus résidentielle.

## Zone d'influence des Communes du Nord Martinique en matière d'emploi



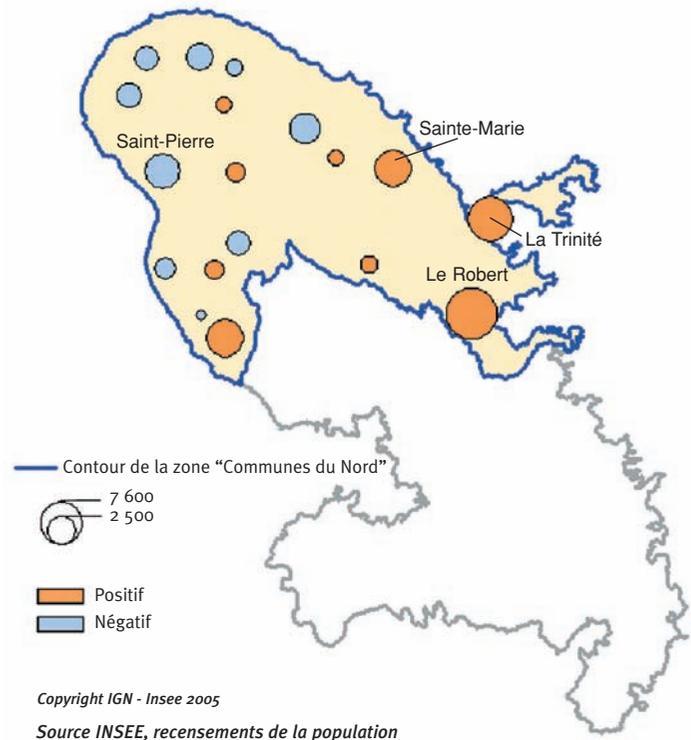
Note de lecture : part des actifs ayant un emploi travaillant dans la CCNM.  
Source INSEE, recensement de la population 1999

# Population

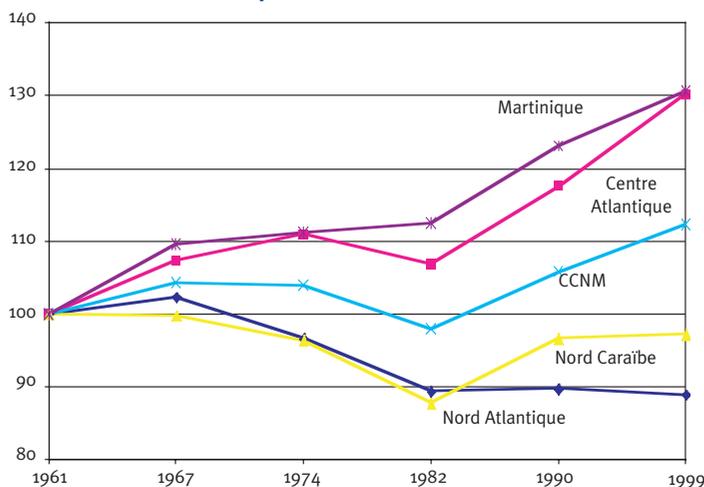
## DES DYNAMIQUES DÉMOGRAPHIQUES TRÈS DIFFÉRENTES

**A**u cours des 40 dernières années, la population du Nord de la Martinique a augmenté de 12,3 %. En 1999, le territoire comptait près de 11 900 habitants de plus qu'en 1961. Globalement, cette faible croissance démographique est liée à un solde naturel excédentaire qui a permis de compenser les départs massifs qu'ont connus la Martinique et la CCNM durant les années 60 et 70 (départs vers la France hexagonale ainsi que vers le Centre Agglomération). A l'image de la région, le solde migratoire a donc été déficitaire jusqu'au début des années 80 (-2 % en moyenne par an), mais depuis 20 ans, les mouvements migratoires sont nettement moins déséquilibrés : entre 1974 et 1982, le territoire perdait 13 538 habitants contre 846 entre 1982 et 1990. La croissance démographique redémarre sous l'effet de ce mouvement et de l'accroissement naturel (+ 0,9 % en moyenne par an, ce taux a cependant été divisé par 2,5 en 40 ans mais demeure bien plus élevé qu'en France continentale : 0,36 %/an). Cette évolution globale masque des disparités sensibles au sein de la CCNM. Le Centre Atlantique est la seule zone d'emploi en progression. En effet, hormis le Robert, Trinité et le Carbet, les communes du Nord Martinique subissent un dépeuplement progressif et durable. Au cours des années 90, seul le Centre Atlantique enregistre un solde migratoire positif (0,13 %/an) et gagne 727 habitants. Cette zone d'emploi du Centre Atlantique et une partie du Nord Caraïbe (Case Pilote notamment), connaissent un essor démographique

Evolution de la population 1975 - 1999



**12 000 habitants de plus dans le Nord Martinique**  
Evolution de la population au cours des 40 dernières années



Base 100 en 1961

Source : INSEE, recensements de la population.

graphique important, justifié par une croissance de l'emploi et l'arrivée de nouveaux résidents en provenance de l'agglomération foyalaïse. En particulier, le Robert voit sa population augmenter de 20 % et le nombre de résidences principales croître de 42 %.

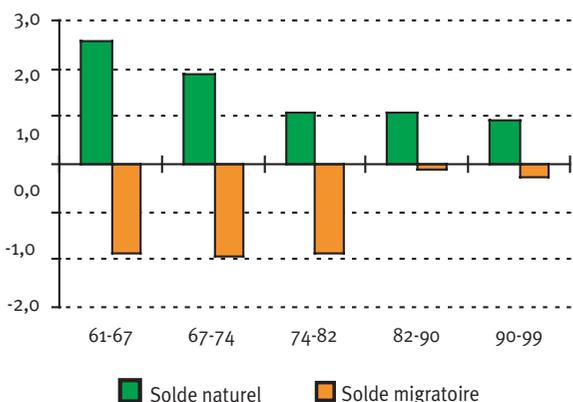
Dans le Nord Caraïbe, l'exode est le plus net avec 1 718 habitants de moins en une décennie.

C'est grâce à l'accroissement naturel que s'est maintenue la population, avec des différences notables : alors que la plupart des autres communes de la zone gagnent des habitants, Le Prêcheur et Saint Pierre enregistrent les plus fortes baisses de population de tout le département. En outre, 84 % des habitants n'ont pas quitté la zone au cours des années 90. Enfin, dans le Nord-Atlantique, la croissance démographique est en net recul : non seulement le solde migratoire est négatif de manière continue depuis les années 80, mais les facteurs démographiques naturels ne sont guère favorables. La zone est aussi marquée par une faible mobilité de ses habitants : près de 90 % d'entre eux n'ont pas quitté leur lieu de résidence, du fait notamment d'une forte proportion de retraités.

# Population

## CCNM

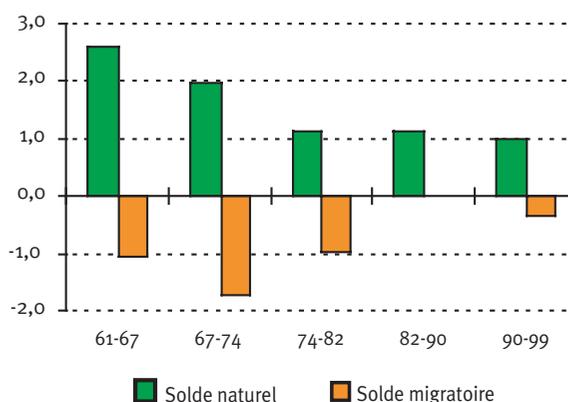
Composantes du taux de variation  
Taux annuels moyens



Source INSEE, recensements de la population

## MARTINIQUE

Composantes du taux de variation  
Taux annuels moyens

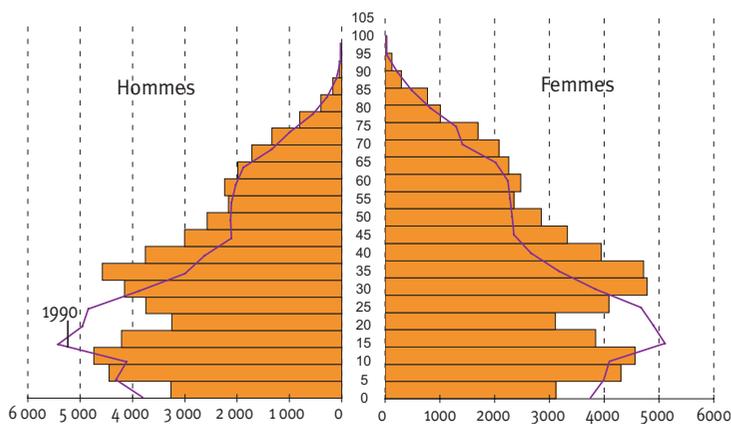


Source INSEE, recensements de la population

A la fin de la précédente décennie, la structure par âge dans le Nord Martinique est assez similaire à celle du département : 30 % de la population a moins de 20 ans, 52 % entre 20 à 59 ans et 18 % a 60 ans et plus. Le taux de natalité, même s'il n'a cessé de décroître ces dernières décennies, justifie cette jeunesse du territoire. Plus de la moitié de cette population est composée de femmes : moins nombreuses aux premières années de la vie, elles sont quantitativement prédominantes à partir de 25

ans environ et cette tendance s'accroît avec l'âge. Suivant la tendance nationale, le vieillissement de la population se poursuit car les conditions de vie se sont également améliorées sur le territoire. En Centre Atlantique, plus de 10 600 personnes ont 60 ans et plus. Mais c'est dans le Nord Atlantique que les seniors sont proportionnellement les plus nombreux : ils représentent 21,3 % de la population contre 18 % sur l'ensemble du territoire et 16,6 % pour le département.

Un vieillissement marqué de la population  
Structure par sexe et âge de la population du Nord Martinique



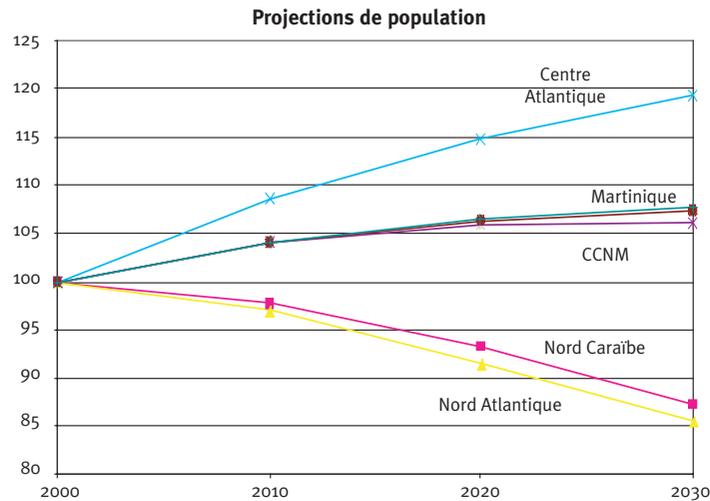
Source INSEE, recensement de la population 1999

Dans le Nord Caraïbe, la commune du Prêcheur a une structuration démographique symptomatique de l'ensemble du territoire : près d'un tiers de la population a moins de 20 ans et 10 % plus de 75 ans (6 % pour la CCNM comme en Martinique).

A long terme, la CCNM devrait compter près d'un tiers de jeunes en moins dans une région où leur nombre devrait baisser d'un quart. Le nombre de seniors devrait doubler à l'horizon 2030 suivant ainsi l'évolution régionale. En outre, on peut anticiper un probable déséquilibre démographique entre les bassins d'emploi de la CCNM si les tendances passées se poursuivent. Le grand Nord perdrait entre 12 et 15 % de sa population, alors que le Centre Atlantique poursuivrait sa progression (de l'ordre de 20 %) permettant au territoire de la CCNM de gagner 6 à 7 % d'habitants supplémentaires.

# Population

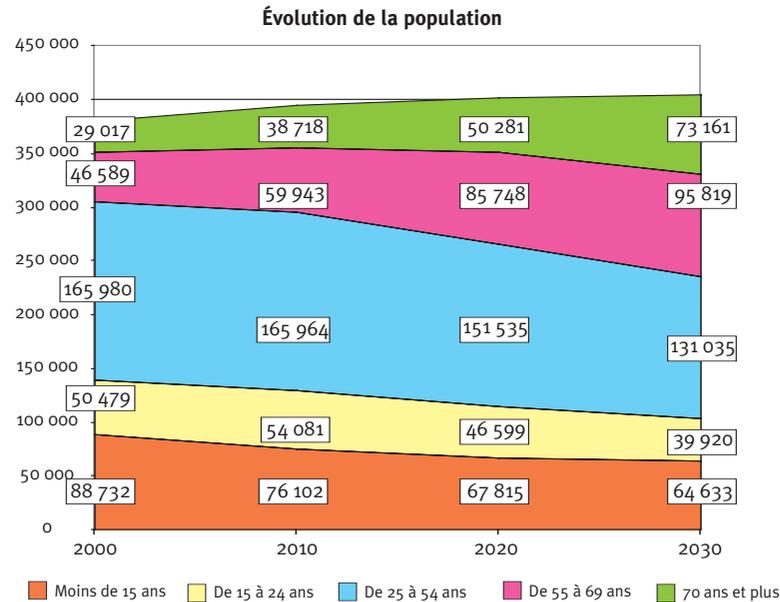
## A long terme, un probable déséquilibre démographique entre les bassins d'emploi de la CCNM si les tendances se poursuivent



Base 100 en 2000, source INSEE, Omphale.

Note : Les présentes projections de population reposent sur des hypothèses de reconduction des tendances passées tant en termes de fécondité et d'accroissement naturel qu'en termes de mobilité résidentielle.

## A long terme 30% de jeunes en moins mais deux fois plus de seniors



Source INSEE, Omphale.

**Les enjeux de territoires :** en lien avec le déséquilibre démographique, les populations se sont concentrées au centre de l'île. Dans la continuité du phénomène de périurbanisation observé depuis 25 ans, il est probable que ce phénomène se poursuive. A l'inverse et dans le même temps, le grand Nord continue à perdre des habitants en raison du vieillissement de la population mais également par manque d'attractivité économique. Les disparités internes sont d'autant plus marquées que l'économie locale du Nord, résidentielle et peu diversifiée, est dépendante de l'extérieur et du centre en particulier qui, lui, concentre activités, logements, capital productif ou revenus. Compte tenu de cette dépendance, et dans un contexte d'étalement urbain, la gestion des espaces et la répartition équilibrée des équipements structurants constitue de véritables enjeux de développement du territoire.

# L'appareil productif et l'emploi

## Près de 5 400 établissements

### L'appareil productif et l'emploi

	Nombre d'établissements	Répartition des établissements en %		Evolution 1995-2004 en %	
		CCNM	Martinique	CCNM	Martinique
<b>Ensemble</b>	<b>5 434</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>13,0</b>	<b>21,5</b>
Industrie	549	10,1	9,4	14,1	16,9
dont : industries agricoles et alimentaires	140	2,6	1,8	5,3	17,2
Construction	907	16,7	13,7	9,1	8,4
Commerce et réparations	1 433	26,4	29,4	-5,1	8,2
Autres services	2 545	46,8	47,5	28,2	37,7
dont :					
services aux entreprises	454	8,4	14,7	56,0	72,3
services aux particuliers	816	15,0	13,4	39,5	32,2
éducation, santé, action sociale	451	8,3	8,0	70,8	62,6

Source : Sirène au 01/01/2004

## Une majorité de très petites entreprises

### Répartition des entreprises selon leur taille

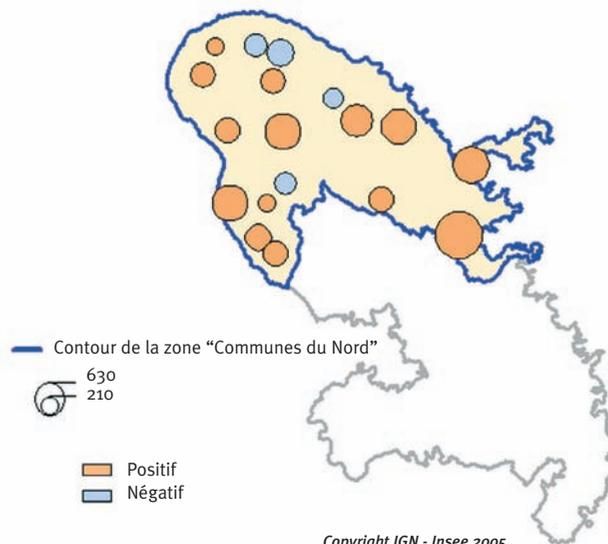
	Entreprises réparties par taille en %				Total (effectifs)
	0 salarié	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés et plus	
<b>NORD-CARAIBE</b>	79,9	17,7	2,2	0,2	1 255
<b>NORD-ATLANTIQUE</b>	79,1	20,0	0,9	0,0	868
<b>CENTRE-ATLANTIQUE</b>	76,8	21,0	2,0	0,2	2 921
<b>Total CCNM</b>	77,9	20,0	1,9	0,2	5 044
<b>Total Département</b>	75,1	20,8	3,6	0,5	25 163

Source : Sirène au 01/01/2004

**L**e territoire de la CCNM accueille plus de 5 400 établissements. La très grande majorité d'entre eux n'ont pas de salarié (78 %), un sur cinq a moins de 10 salariés. Près de la moitié ont une activité de services. La part des établissements de services aux particuliers est légèrement supérieure à celle observée en moyenne régionale (15 % contre 13,4 %). Le territoire a semble-t-il rattrapé son retard au cours de la décennie en développant ce secteur (+ 39,5 % d'établissements en 2004 par rapport à 1995 contre +32 % en moyenne régionale) alors même que l'appareil productif local se renouvelle moins rapidement qu'en moyenne. La part des services aux entreprises est presque deux fois plus faible qu'en moyenne régionale, qu'il s'agisse de services opérationnels (intérim, gardiennage, nettoyage notamment) ou de services à plus forte valeur ajoutée de conseil et assistance. Les autres axes de diversification possibles résident dans le développement du commerce, des activités récréatives et associatives ou de la fonction transport mal représentées dans le territoire de la CCNM.

La création d'établissements -600 par an en moyenne - n'a pas encore fondamentalement modifié les structures sectorielles de l'emploi. L'économie locale est dominée par le secteur non marchand. Les principaux pourvoyeurs d'emploi sont des établissements du secteur public (hôpitaux Louis Domergue ou du Carbet, mairies de Ste Marie, du Robert ou de Trinité, lycées du Lorrain ou de Trinité).

## Evolution de l'emploi entre 1990 et 1999

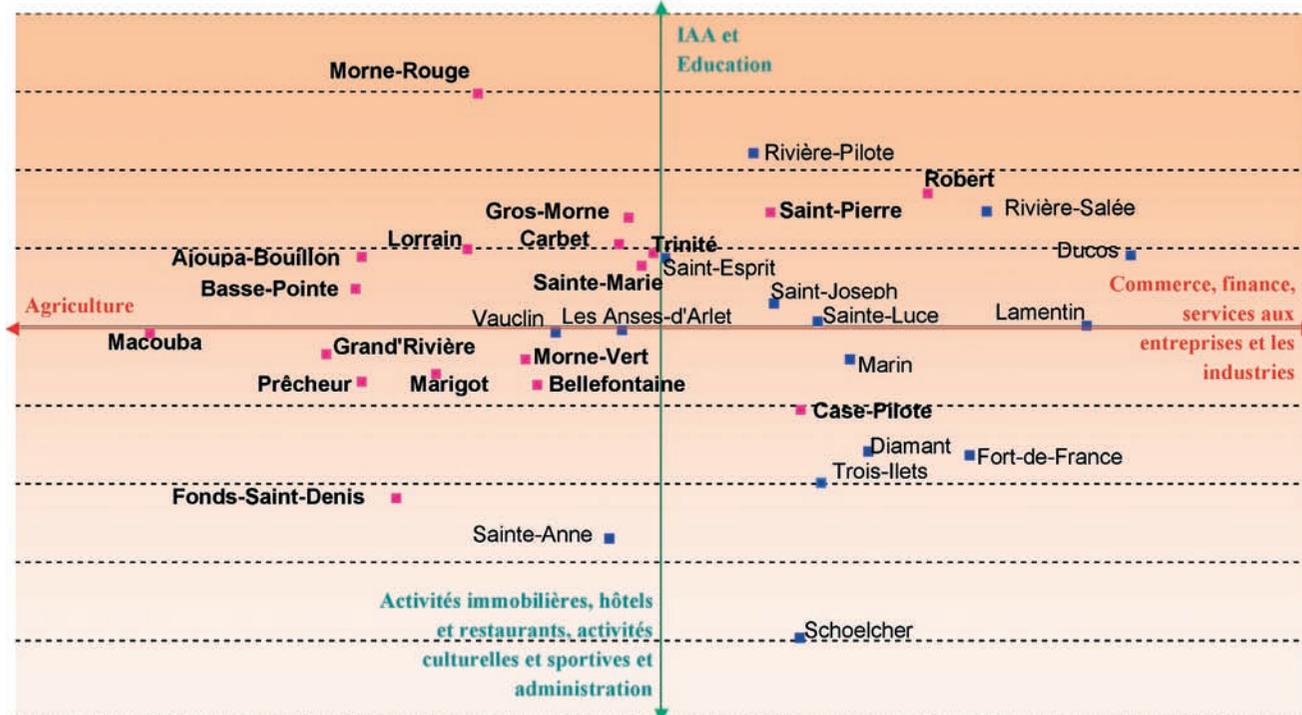


Copyright IGN - Insee 2005

Source INSEE, recensements de la population 1990 et 1999

# L'appareil productif et l'emploi

Un profil d'activité spécifique aux communes du Nord  
Représentation des communes de Martinique sur le plan 1-2



Source : INSEE, recensement de la population 1999, emploi au lieu de travail

Schématiquement, l'économie d'un territoire peut être décrite en trois grands domaines. La sphère « productive » composée des établissements dont l'activité économique est marchande et orientée vers les marchés extérieurs au territoire local, l'industrie, les services aux entreprises, le transport de marchandises, le commerce de gros. Dans la CCNM, on dénombre 2 300 emplois « productifs », soit 1/11<sup>ème</sup> de la région Martinique. En termes d'emploi, le territoire présente un profil d'activité spécifique, en raison notamment d'une industrie très peu diversifiée qui n'attire guère les services aux entreprises, très peu représentés. Les établissements implantés, de taille réduite, ne dépassent pas 150 salariés. Les principaux ont une activité agroalimentaire (distilleries) ou agricole. En proportion, l'agriculture locale emploie près de 4 fois plus d'emplois agricoles qu'en moyenne régionale, l'industrie agroalimentaire, deux fois plus.

La sphère « résidentielle » correspond aux services à la population présents sur le territoire dès lors qu'ils ne sont pas rendus par des établissements de la sphère « publique » ; elle inclut également la construction, les transports, le commerce, les services aux particuliers. Dans le territoire de la CCNM, l'économie résidentielle regroupe 5 700 emplois, soit 13 % des emplois régionaux. Les unités présentes sont là encore de petite taille, même si on recense un gros établissement dans le BTP et deux dans l'hôtellerie. Le commerce, en difficulté depuis une dizaine d'années, est lui aussi mal représenté. Ces activités plus développées en milieu urbain sont plus spécifiques aux communes du Centre Agglomération.

La sphère « publique » comprend les administrations et collectivités publiques ; y sont comptabilisés les agents en poste dans les établissements à caractère administratif (hôpitaux). Avec 7 400 emplois, la CCNM compte 20 % des emplois publics de la région.

L'analyse des structures sectorielles des communes est fondée sur une méthode d'analyse de données (Analyse en Composantes Principales) qui permet d'étudier un tableau d'individus caractérisés par un grand nombre de variables (ici l'emploi total au lieu de travail). L'ACP étudie les ressemblances entre les communes. Celles-ci se positionnent sur les axes selon leur situation par rapport aux variables caractérisant l'axe. Les variables d'un même axe sont liées. Cette analyse montre de fortes spécificités tertiaires dans les zones urbaines (administration, services financiers et aux entreprises, commerce notamment) qui s'opposent aux zones plus rurales du Nord où seul le tertiaire non marchand est représenté par l'Education. Dans ces territoires, les Industries Agricoles et Alimentaires (IAA), l'industrie extractive et l'artisanat du BTP occupent une place importante.

# L'appareil productif et l'emploi

## 4 fois plus d'emplois agricoles qu'en moyenne régionale

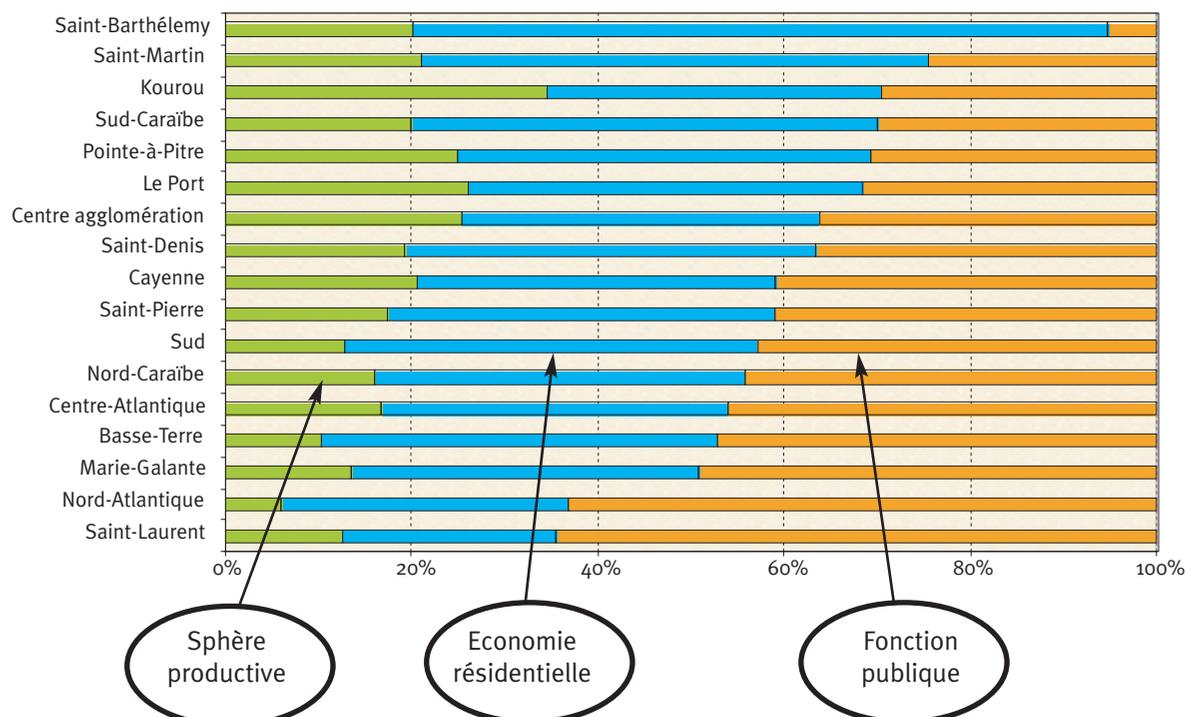
Part de l'emploi par secteur d'activité

L'emploi par secteur d'activité	CCNM	Martinique	Reste de la Martinique	Spécificité
Agriculture	21,5	5,8	3,0	3,7
Santé, action sociale	17,9	14,8	14,3	1,2
Administration publique	14,6	15,5	15,6	0,9
Commerce de détail, réparations	7,0	9,1	9,5	0,8
Construction	6,6	6,1	6,0	1,1
Industries Agricoles et Alimentaires	5,7	2,9	2,5	1,9
Hôtels et restaurants	4,3	5,7	6,0	0,8
Commerce et réparation automobile	2,3	3,1	3,3	0,7
Transports	2,3	4,0	4,3	0,6
Services opérationnels	1,8	6,9	7,8	0,3
Eau, gaz, électricité	1,7	1,0	0,9	1,7
Activités associatives	1,5	1,9	2,0	0,8
Education	1,5	1,5	1,5	1,0
Conseils et assistance	1,5	4,2	4,6	0,4
Activités récréatives, culturelles et sportives	1,3	1,9	1,9	0,7
Industries des équipements mécaniques	1,2	1,2	1,2	1,0
Industries des produits minéraux	1,0	0,5	0,4	2,1
Activités financières	1,0	2,6	2,9	0,4
<b>Ensemble</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>1,0</b>

Source : INSEE clap 2004.

## Une forte présence des fonctions résidentielles

Répartition de l'économie locale des quatre départements d'Outre-Mer par domaine et zones d'emploi



Source : INSEE clap 2004.

## L'appareil productif et l'emploi

**L'économie résidentielle compte 5 700 emplois**  
 Nombre d'emplois salariés dans l'économie résidentielle selon l'activité

	Centre-Atlantique	Nord-Atlantique	Nord-Caraïbe	CCNM	% de l'emploi en Martinique
Action sociale	249	29	368	646	19,3
Activités associatives	151	63	37	251	12,8
Activités audiovisuelles	12	1	4	17	3,3
Activités de poste et de courrier	142	55	68	265	17,4
Activités relatives à la santé	224	35	54	313	17,8
Administration publique	94	10	21	125	6,1
Agences de voyage	13	24	39	76	18,7
Assurance	70	6	8	84	11,5
Autres activités récréatives, culturelles et sportives	62	23	63	148	11,0
Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations	416	91	85	592	10,8
Auxiliaires financiers et d'assurance	23	0	0	23	10,5
Bâtiment	463	80	182	725	17,1
Commerce et réparation automobile	197	35	89	321	10,0
Education	209	26	78	313	20,5
Grandes surfaces à prédominance alimentaire	167	49	13	229	10,5
Hôtels et restaurants	307	80	192	579	12,1
Industries alimentaires diverses	127	47	31	205	18,8
Intermédiation financière	24	2	2	28	1,6
Location immobilière	0	2	0	2	0,6
Magasins d'alimentation, spécialisés ou non	131	39	66	236	24,0
Promotion, gestion immobilière	25	0	0	25	8,1
Services personnels	81	21	24	126	16,8
Transport routier de voyageurs	84	24	25	133	18,7
Transports aériens	0	0	0	0	0,0
Travaux publics	75	4	125	204	17,2
<b>Total</b>	<b>3 346</b>	<b>746</b>	<b>1 574</b>	<b>5 666</b>	<b>13,2</b>

Source : INSEE clap 2004.

**Bonne représentation de la fonction publique**  
 Nombre d'emplois salariés dans la fonction publique selon la zone

	Centre-Atlantique	Nord-Atlantique	Nord-Caraïbe	CCNM	% de l'emploi en Martinique
Action sociale	470	99	84	653	21,8
Activités relatives à la santé	760	117	353	1 230	15,8
Administration publique	1 390	839	885	3 114	15,9
Agences de voyage	0	0	0	0	0,0
Autres activités récréatives, culturelles et sportives	0	0	0	0	0,0
Education	1 525	478	433	2 436	24,5
<b>Total</b>	<b>4 145</b>	<b>1 533</b>	<b>1 755</b>	<b>7 433</b>	<b>18,3</b>

Source : INSEE clap 2004.

# L'appareil productif et l'emploi

## UNE STRUCTURE D'EMPLOI OUVRIÈRE

Les spécificités sectorielles de l'appareil productif local confèrent au territoire de la CCNM une structure d'emploi ouvrière plus favorable à l'insertion professionnelle des hommes qui représentent près de 55 % des salariés. Un tiers des hommes sont des ouvriers agricoles et un cinquième sont des ouvriers qualifiés (le plus souvent de l'industrie agricole et alimentaire). Avec trois fois plus d'ouvriers agricoles qu'en moyenne régionale, quel que soit l'âge, la CCNM accueille aussi peu de cadres d'entreprises ou de professions intermédiaires du privé (cadres moyens, techniciens) ou du public (santé, action sociale) plus classiquement consommateurs de services aux particuliers. Les employés de commerce, les personnels de services aux particuliers, qui sont traditionnellement des emplois féminisés, sont aussi peu fréquents sur le territoire. Rares sont les secteurs d'activité où les femmes sont majoritaires (santé, services personnels, associations, banques) et elles sont peu présentes dans les principaux secteurs productifs comme l'agriculture ou les IAA.

L'accès des jeunes à l'emploi constitue un autre enjeu important pour le territoire. Peu présents dans les secteurs dominants du public - ils représentent moins de

5 % des salariés de l'Administration contre 35 % de plus de 50 ans, moins de 12 % des effectifs de l'action sociale ou à peine 7 % des effectifs de la production d'eau et d'électricité - ils sont plus nombreux dans les secteurs en développement du privé (services personnels et domestiques, les activités récréatives, associatives et les services aux entreprises opérationnels ou de conseil et assistance). Il faut noter toutefois que le BTP compte plus de jeunes que de travailleurs âgés et l'industrie agricole et alimentaire autant.

Les statistiques du chômage confirment les difficultés d'insertion professionnelle des jeunes et des femmes, souvent peu qualifiés.

**Enjeux :** Dans la plupart des communes du Nord de la Martinique, le manque de diversification de l'appareil productif local n'attire pas les activités à forte valeur ajoutée et la main d'œuvre qualifiée. Or la solvabilité de la demande dépend du niveau de revenu, des catégories socioprofessionnelles résidentes et du degré d'urbanisation du territoire. Dans un contexte de vieillissement de la population, le développement des services à la personne doit être envisagé de façon globale de sorte qu'il réponde aussi à la demande des actifs résidents dans un véritable bassin de vie.

### Ouvriers agricoles et employés de la fonction publique en tête

Part des catégories socioprofessionnelles les plus fréquentes

Catégories socioprofessionnelles	CCNM	Nord-Atlantique	Centre-Atlantique	Nord-Caraïbe	Martinique
69 - Ouvriers agricoles	19,6	47,1	12,7	9,7	5,0
52 - Employés de la fonction publique	18,4	14,9	18,6	21,5	14,3
63 - Ouvriers qualifiés de type artisanal	6,7	4,8	7,6	6,2	6,8
43 - Professions intermédiaires, santé, travail social	6,6	2,8	7,7	7,5	8,2
54 - Employés administratifs d'entreprise	6,4	5,2	7,0	6,0	10,0
55 - Employés de commerce	6,2	4,2	7,6	4,9	7,9
62 - Ouvriers qualifiés de type industriel	4,9	0,6	4,9	8,9	3,8
56 - Personnels des services directs aux particuliers	4,2	2,3	4,5	5,0	5,1
46 - Professions intermédiaires des entreprises	4,0	1,5	5,3	3,4	8,4
64 - Chauffeurs	3,8	4,1	3,4	4,5	3,2
68 - Ouvriers non qualifiés de type artisanal	3,5	3,2	3,5	3,9	5,1
67 - Ouvriers non qualifiés de type industriel	3,4	1,2	3,4	5,6	3,0
48 - Contremaîtres, agents de maîtrise	2,0	1,6	1,9	2,4	1,9
37 - Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	1,5	0,5	1,9	1,5	3,5
47 - Techniciens	1,4	0,7	1,4	1,9	1,9
33 - Cadres de la fonction publique	1,3	2,2	0,8	1,5	1,3
34 - Professeurs, professions scientifiques	1,2	0,4	1,5	1,4	1,4
42 - Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés	1,0	0,7	1,2	0,8	1,2

Source : INSEE DADS 2004.

## L'appareil productif et l'emploi

### Peu de cadres et de professions intermédiaires Part des catégories socioprofessionnelles les plus spécifiques

Catégories socioprofessionnelles	CCNM	Nord-Atlantique	Centre-Atlantique	Nord-Caraïbe	Martinique
69 - Ouvriers agricoles	3,9	9,4	2,5	1,9	1,0
52 - Employés de la fonction publique	1,3	1,0	1,3	1,5	1,0
62 - Ouvriers qualifiés de type industriel	1,3	0,2	1,3	2,3	1,0
21 - Artisans	1,3	0,4	1,6	1,3	1,0
64 - Chauffeurs	1,2	1,3	1,1	1,4	1,0
67 - Ouvriers non qualifiés de type industriel	1,1	0,4	1,1	1,9	1,0
48 - Contremaîtres, agents de maîtrise	1,1	0,9	1,1	1,3	1,0
33 - Cadres de la fonction publique	1,0	1,8	0,6	1,2	1,0
63 - Ouvriers qualifiés de type artisanal	1,0	0,7	1,1	0,9	1,0
31 - Professions libérales	0,9	0,6	0,9	1,3	1,0
34 - Professeurs, professions scientifiques	0,9	0,3	1,1	1,0	1,0
42 - Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés	0,9	0,6	1,0	0,7	1,0
56 - Personnels des services directs aux particuliers	0,8	0,5	0,9	1,0	1,0
43 - Professions intermédiaires de la santé et du travail social	0,8	0,3	0,9	0,9	1,0
55 - Employés de commerce	0,8	0,5	1,0	0,6	1,0
22 - Commerçants et assimilés	0,8	0,3	1,2	0,3	1,0
47 - Techniciens	0,7	0,4	0,7	1,0	1,0
68 - Ouvriers non qualifiés de type artisanal	0,7	0,6	0,7	0,8	1,0
23 - Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus	0,7	0,6	0,8	0,4	1,0
54 - Employés administratifs d'entreprise	0,6	0,5	0,7	0,6	1,0
38 - Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise	0,6	0,2	0,7	0,7	1,0
35 - Professions de l'information, des arts et des spectacles	0,6	0	0,8	0,6	1,0
65 - Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport	0,5	0,2	0,6	0,6	1,0
46 - Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	0,5	0,2	0,6	0,4	1,0

*Note de lecture : La CCNM compte 3,9 fois plus d'emplois d'ouvriers agricoles qu'en moyenne régionale. Un taux de 1,0 signifie que la proportion étudiée est identique à celle observée dans l'ensemble de la Martinique. Un taux de 1,5 signifie que la proportion étudiée est supérieure de moitié à celle observée dans l'ensemble de la région.*

*Source : INSEE DADS 2004.*

## UNE DEMANDE D'EMPLOI PEU QUALIFIÉE PAR RAPPORT À LA RÉGION

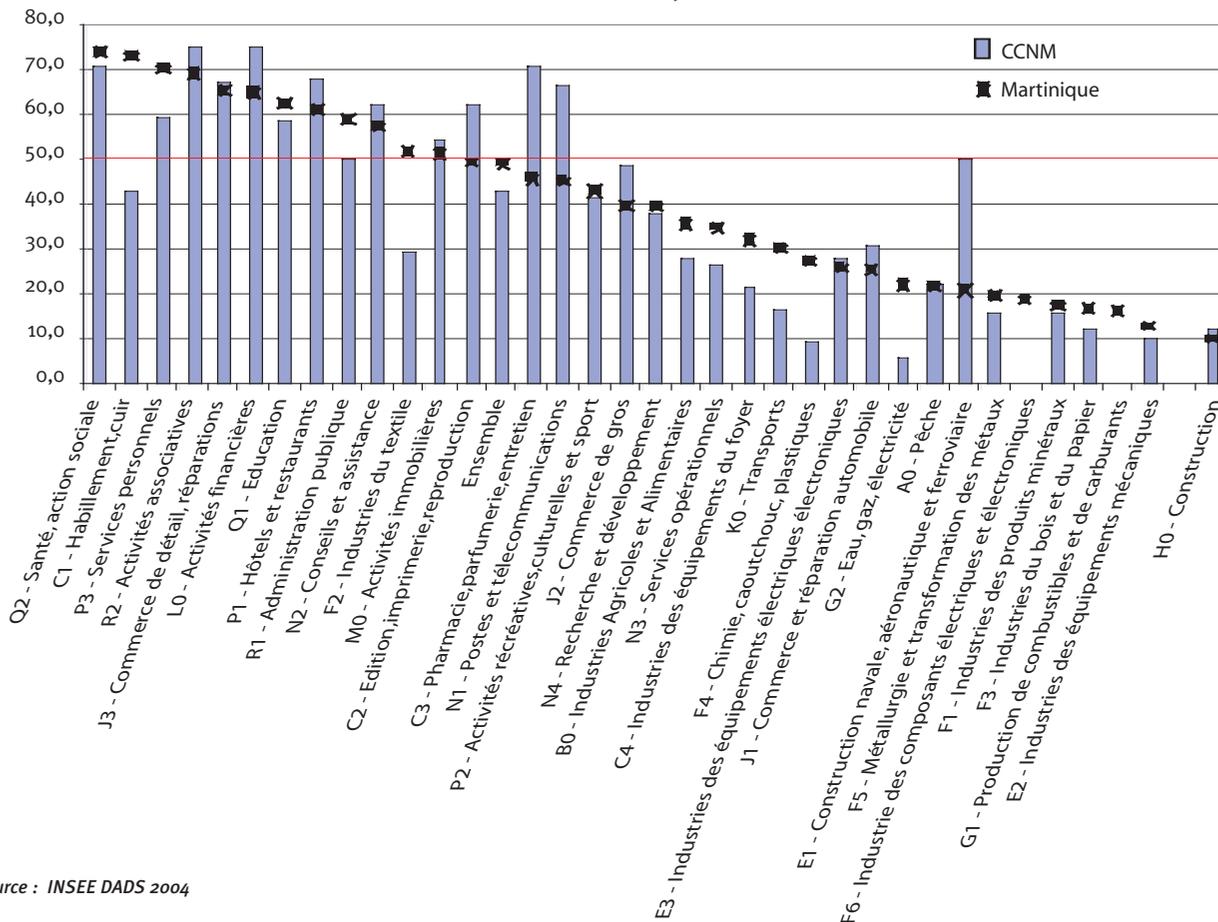
La CCNM compte près de 11 000 demandeurs d'emploi au 31 décembre 2005, 6 sur 10 sont des femmes, comme en Martinique. Les jeunes de moins de 25 ans sont un peu plus touchés par le chômage qu'en moyenne régionale (15,5 % contre 14 %), il concerne un peu plus les filles. Le plus fréquemment, les demandeurs d'emploi sont des employés (trois sur quatre), en particulier chez les jeunes femmes (91,5 %) ou des ouvriers non qualifiés. En revanche, la demande des cadres, techniciens ou agents de maîtrise est très faible et moitié moins forte que la moyenne régionale. Le manque de qualification ou de

formation est à mettre en relation avec la durée d'inscription au chômage. Parmi les actifs en âge de travailler, la CCNM compte 20 % de non diplômés en plus par rapport à la région et 30 % de diplômés de l'enseignement supérieur en moins y compris chez les jeunes. 43 % des chômeurs sont inscrits depuis plus d'un an, cette proportion augmente avec l'âge. De 1/5<sup>ème</sup> chez les jeunes, ce qui est supérieur à la moyenne de la Martinique, elle atteint 60 % chez les plus de 50 ans. Néanmoins la part des chômeurs âgés dans la CCNM est inférieure à celle observée dans la région.

# L'appareil productif et l'emploi

## Moins présentes qu'en moyenne régionale

Part des femmes dans l'emploi de la CCNM



Source : INSEE DADS 2004

## Plus de 40 % de la moyenne régionale

Proportion d'ouvriers spécialisés à la recherche d'un emploi

		Manœuvres	Ouvriers spécialisés	Ouvriers qualifiés P1 / P2	Ouvriers qualifiés P3 / P4	Employés non qualifiés	Employés qualifiés	Techniciens	Agents de maîtrise	Ingénieurs de cadres
TOTAL	Ensemble	90	140	100	100	120	90	70	60	60
	Hommes	100	140	90	100	110	80	80	70	60
	Femmes	70	120	100	60	120	90	60	50	50
15 à 24 ans	Ensemble	100	120	80	110	110	80	70	20	60
	Hommes	100	120	80	100	100	90	70	0	0
	Femmes	110	140	80	110	110	80	70	40	70
25 à 49 ans	Ensemble	90	140	100	100	120	90	80	60	60
	Hommes	100	140	90	100	120	80	80	70	70
	Femmes	70	130	100	70	130	90	70	50	50
50 ans ou plus	Ensemble	90	150	100	110	120	90	30	90	50
	Hommes	100	170	100	100	110	90	40	90	50
	Femmes	80	120	120	50	120	90	0	70	40

Note de lecture : Dans le territoire de la CCNM, la proportion d'ouvriers spécialisés à la recherche d'un emploi est supérieure de 40 % à la moyenne régionale.  
Source : INSEE ANPE 2005

# L'appareil productif et l'emploi

## 20% de non diplômés de plus par rapport à la région

Chômeurs de la CCNM selon l'âge et le diplôme

Age	Aucun diplôme	CEP/BEPC	BEP/CAP	BAC	1 <sup>er</sup> cycle universitaire	2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> cycle universitaire
15 à 29 ans	39,2	5,5	29,5	15,9	6,2	3,7
30 à 59 ans	44,8	16,2	21,6	7,8	4,6	5,0
<b>Total</b>	<b>43,4</b>	<b>13,4</b>	<b>23,6</b>	<b>9,9</b>	<b>5,0</b>	<b>4,7</b>

Source : INSEE, recensement de la population 1999.

## Spécificités par rapport à l'ensemble de la Martinique

Proportion de chômeurs de la CCNM selon l'âge et le diplôme

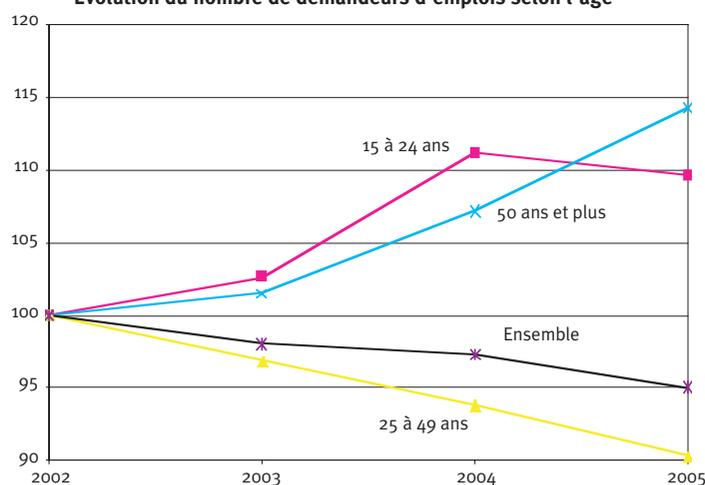
Age	Aucun diplôme	CEP/BEPC	BEP/CAP	BAC	1 <sup>er</sup> cycle universitaire	2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> cycle universitaire
15 à 29 ans	120	90	100	90	70	60
30 à 59 ans	130	90	100	80	70	60
<b>Total</b>	<b>120</b>	<b>90</b>	<b>100</b>	<b>80</b>	<b>70</b>	<b>60</b>

Note de lecture : La proportion de jeunes de moins de 30 ans sans diplôme est supérieure de 20 % à la moyenne régionale.

Source : INSEE, recensement de la population 1999.

## Le nombre de demandeurs d'emploi diminue depuis trois ans

Évolution du nombre de demandeurs d'emplois selon l'âge



Base 100 en 2002  
Source INSEE, ANPE.

**Enjeux pour l'emploi :** Les activités de proximité telles que les services personnels, les activités récréatives voire touristiques mobilisent proportionnellement peu de main d'œuvre par rapport à la moyenne régionale. Par ailleurs, l'insertion des femmes et des jeunes sur le marché du travail est fortement contrainte, ici plus qu'ailleurs, par le manque ou l'absence de qualification des chômeurs résidents. Le développement des activités de proximité devrait permettre de créer des emplois en réponse à la demande locale des non qualifiés. En outre la mobilité des actifs est liée à leur niveau de formation et de qualification.

# Revenus

## DES REVENUS PLUS FAIBLES QU'EN MOYENNE RÉGIONALE

Compte tenu de la structure des emplois et des catégories socioprofessionnelles, les revenus sont plus faibles qu'en moyenne régionale. Les salaires versés sont plus modestes mais les écarts moyens sont moins importants qu'ailleurs. De ce point de vue le territoire est assez homogène. La proportion de foyers imposés est un peu inférieure à 20 % (25 % en moyenne régionale, 52 % en

moyenne nationale). Cette part est particulièrement faible dans le Nord Atlantique puisque moins d'un foyer sur 10 y est imposé. Le revenu net imposable dans le territoire est assez proche de la moyenne martiniquaise et inférieur de 30 % à la moyenne nationale. Les écarts moyens de revenus entre les foyers imposés et les foyers non imposés sont toutefois plus marqués qu'en région ou qu'en métropole.

### Des revenus plus faibles qu'en moyenne régionale

Salaire net horaire moyen en euros

Catégories socioprofessionnelles	Nord-Caraïbe	Nord-Atlantique	Centre-Atlantique	CCNM	Martinique
Ensemble	10,72	9,08	10,41	10,30	11,02
Cadres, prof. intellectuelle supérieure	22,45	20,07	21,70	21,80	23,32
Professions intermédiaires	13,37	12,21	13,00	13,01	13,18
Employés	8,63	8,14	8,48	8,46	8,56
Ouvriers qualifiés	8,53	7,96	8,25	8,26	8,39
Ouvriers non qualifiés	6,67	6,55	7,00	6,85	7,05

Source INSEE DADS 2004.

### Moins d'un foyer sur 5 imposé

Revenus fiscaux selon la zone

	Nombre de foyers fiscaux	Parts des foyers imposés	Revenu net imposable moyen des foyers imposés	Revenu moyen des foyers non imposés
Nord-Caraïbe	13 228	20,3%	26 731	5 066
Nord-Atlantique	11 142	12,6%	22 287	4 289
Centre-Atlantique	35 005	19,8%	25 731	4 592
<b>CCNM</b>	<b>59 375</b>	<b>18,5%</b>	<b>25 535</b>	<b>4 634</b>
Martinique	208 131	24,8%	27 125	5 094
Métropole	32 906 836	52,6%	24 653	6 646

Source INSEE DGI 2002.

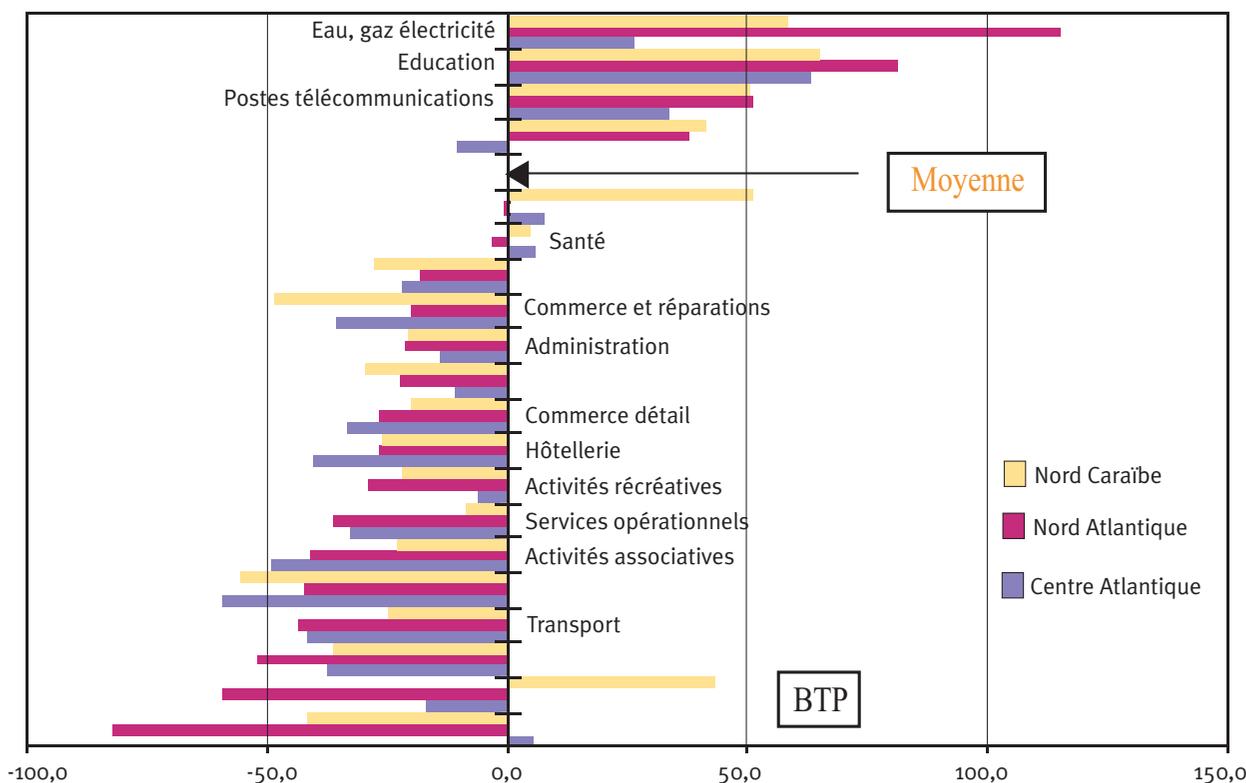
# Revenus

Les services à la personne présentent des écarts importants par rapport à la moyenne des salaires en Martinique. Ces écarts s'expliquent principalement par la structure des qualifications dans les secteurs. Les services publics de production d'énergie, l'éducation nationale (la plupart des cadres sont des enseignants) ou encore les télécommunications

mobilisent une proportion de main d'œuvre qualifiée plus importante que dans les secteurs des services aux particuliers, les activités associatives, le petit commerce ou les activités récréatives. Ces secteurs d'activité sont également plus « jeunes » que les services publics, ce qui influe sur le niveau des rémunérations.

## Surtout dans le tertiaire

Écarts de salaires dans les secteurs d'activité par zone d'emploi (%)



Source : INSEE Dads 2004.

De la difficulté à mesurer les services à la personne : Le concept de services à la personne peut être différent selon les approches. La statistique de l'emploi basée sur l'exploitation de fichiers administratifs essentiellement se heurte à un certain nombre de difficultés pour localiser ces emplois de services tant l'offre peut-être « émiettée » : aides à domicile, chez un prestataire (garderie, crèche...), sur le lieu de travail, emplois familiaux, échanges d'aides et de services, emplois informels. Les nomenclatures utilisées par la statistique utilisent le concept de services aux particuliers qui regroupent : l'hôtellerie (900 dans la CCNM), les activités récréatives, culturelles et sportives (200), les services personnels et domestiques (750). Au total, selon cette nomenclature, les services aux particuliers peuvent être estimés à 1 850 emplois.

Dans une approche fonctionnelle plus large qui distingue l'économie résidentielle de la sphère productive et de la fonction publique, les services rendus à la population mobilisent 5 700 emplois dans le secteur privé et 7 400 dans l'administration.

Le répertoire des entreprises et des établissements permet de localiser la plupart des structures présentes sur le territoire.

## Les finances publiques locales

### UN ENDETTEMENT MODÉRÉ

**P**our fonctionner, les 18 communes qui composent le territoire de la CCNM disposent de ressources financières légèrement supérieures à 1 000 € par habitant, soit environ 85 % de la moyenne régionale. Près de la moitié du budget de fonctionnement repose sur la fiscalité indirecte (48 %) alors que les impôts locaux n'entrent que pour 1/7ème dans les ressources, ce qui est relativement faible par rapport à l'ensemble des communes de la Martinique. Les dépenses de fonctionnement sont elles aussi moins importantes qu'en moyenne essentiellement en raison de charges de personnel contenues et de charges financières peu élevées. Les subventions qu'elles accordent localement (associations etc.) sont assez proches de la moyenne régionale mais nettement supérieures à ce que l'on observe en métropole. De ce fait, leur poids dans les budgets communaux est plus important qu'ailleurs. Dans leur ensemble les communes du territoire dégagent une bonne marge d'autofinancement (charges de personnel + remboursement des dettes et emprunts rapportés aux recettes de fonctionnement).

En 2004, les communes de la CCNM ont investi plus que la moyenne des communes martiniquaises. Elles ont financé un quart de leurs nouveaux équipements par l'autofinancement dégagé en fonctionnement, surtout elles ont bénéficié de subventions (25 % également). Pour boucler leurs opérations d'investissement, elles ont eu recours à des emprunts nouveaux qui viennent abonder un stock de dettes encore bien inférieur à la moyenne des communes de Martinique ou de la métropole.

L'annuité moyenne par habitant (intérêts + capital) est inférieure de 20 % à celle enregistrée au niveau régional. Le budget de fonctionnement de la CCNM repose davantage sur la fiscalité directe locale que sur les impôts indirects, la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) est également une ressource importante.

Globalement la CCNM dispose de recettes de fonctionnement relativement faibles par rapport à la moyenne des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) de la région ou de métropole, ce qui tend à réduire

sa capacité d'autofinancement. Mais il apparaît que les charges de la CCNM sont aussi assez faibles : elles sont moitié moins fortes qu'ailleurs et les subventions qu'elle verse sont limitées. En revanche, les charges structurelles sont importantes dans le fonctionnement en raison de charges de personnel plus élevées que la moyenne. Malgré cela, la CCNM a pu s'équiper bien davantage que la moyenne des EPCI de Martinique sans faire appel à l'emprunt nouveau mais grâce aux subventions reçues d'autres niveaux de collectivités, de l'Etat ou de l'Union européenne. Son stock de dettes est par ailleurs très bas. La consolidation des comptes des communes et de la CCNM confirme ces analyses : un bon niveau d'équipement, des charges de fonctionnement modérées par rapport à la moyenne du département, un endettement encore bien inférieur à la moyenne.

### DES RECETTES DE FISCALITÉ PEU ÉLEVÉES

Sur le territoire de la CCNM, les produits de fiscalité directe perçus par l'ensemble des collectivités locales (406 €/h) représentent moins des 3/4 de la moyenne martiniquaise et à peine 45 % de la moyenne métropolitaine. Communes et départements perçoivent les 3/4 de ces ressources tandis que la part de la CCNM est d'un peu plus d'1/6, ce qui est relativement faible par rapport à l'ensemble des EPCI. Cette part modeste montre que les communes du territoire partagent peu leur ressources.

A l'image de la région, la structure fiscale du territoire se distingue nettement de celle observée en métropole. La part « importante » du foncier bâti montre que l'appareil productif local est peu taxé, essentiellement en raison de faibles bases imposables mais aussi en raison de taux bas. Le foncier non bâti est une taxe importante même si les produits sont faibles. Il témoigne du caractère rural d'une partie du territoire. Les produits de la taxe d'habitation sont 40 % inférieurs à la moyenne martiniquaise. Les taux votés sont relativement bas mais se sont les bases nettes, qui tiennent compte de la situation socioéconomique des redevables, qui apparaissent plutôt faibles.

## Les finances publiques locales

**Enjeux :** Le développement des services à la personne dans le territoire de la CCNM constitue un enjeu important en termes économiques et d'emploi notamment mais également pour préserver le lien social. Dans quelle mesure l'intervention publique peut-elle être envisagée ? Qu'il s'agisse d'un soutien logistique par des investissements publics ou par un processus de subventionnement de l'initiative privée (associations par exemple), l'intervention publique est probablement subordonnée à une consolidation des ressources propres des communes et de la Communauté de Communes et à un renforcement de la coopération intercommunale. Certes, la CCNM ne dispose pas de marges de manœuvre fiscales importantes car la richesse fiscale du territoire est assez limitée. Néanmoins, la mobilisation des recettes fiscales pourrait être plus forte et elles pourraient être mieux partagées. Il est intéressant de noter que la part des ressources revenant à l'intercommunalité a diminué au cours des 5 dernières années alors qu'elle a fortement progressé ailleurs. C'est aussi dans cette perspective de renforcement de la coopération à l'échelle d'un territoire que le développement des services à la personne doit être envisagé comme celui d'autres secteurs productifs.

### La fiscalité directe locale : répartition des produits en euros par habitant

	CCNM		Martinique		Métropole	
	Produit en €/hab	Produit en %	Produit en €/hab	Produit en %	Produit en €/hab	Produit en %
Taxe d'habitation	90	22,2	122	21,9	210	23,5
Foncier bâti	181	44,6	240	43	275	30,8
Foncier non bâti	8	1,9	5	0,9	15	1,7
Taxe professionnelle	127	31,3	191	34,2	393	44
<b>Total</b>	<b>406</b>	<b>100</b>	<b>559</b>	<b>100</b>	<b>893</b>	<b>100,0</b>

	CCNM		Martinique		Métropole	
	Produit en €/hab	Produit en %	Produit en €/hab	Produit en %	Produit en €/hab	Produit en %
Commune	193	47,4	233	41,7	398	44,6
Syndicat	0	0	0	0	4	0,4
Organisme à Fiscalité Propre	72	17,6	117	20,9	181	20,3
Département	113	27,7	164	29,4	257	28,8
Taxe Spéciale d'Equipement	3	0,6	4	0,7	1	0,1
Région	27	6,6	41	7,3	52	5,9
<b>Total</b>	<b>406</b>	<b>100</b>	<b>559</b>	<b>100</b>	<b>893</b>	<b>100,0</b>

Source INSEE, DGCP, DGI 2005.

## Conclusion

**D**u point de vue de la demande, le développement des services à la personne répond à des enjeux sociodémographiques forts : les besoins accrus de services dus au vieillissement de la population à terme. Il permet aussi la création de nouveaux emplois de proximité qui ne se délocalisent pas en réponse aux problèmes de l'accès à l'emploi des non qualifiés. Pour cela il est nécessaire que la demande soit solvable car elle dépend du niveau des revenus, des catégories socioprofessionnelles et du degré d'urbanisation du territoire. Dans le domaine de l'aménagement du territoire, la question des

déplacements et la gestion des équipements localement constituent un réel enjeu pour renforcer la cohérence interne du territoire et créer de véritables bassins de vie. Du point de vue de l'offre, le développement des services aux particuliers est à envisager comme celui d'autres secteurs de l'économie : la fonction productive est minoritaire dans l'emploi, la sphère publique, parfois concurrente de la sphère privée, est plus développée. L'offre de services est probablement à structurer comme ailleurs tant du point de vue de la professionnalisation qu'en termes d'attractivité (conditions d'emploi, salaires...).

### Développement d'équipements et d'activités susceptibles d'effets sur l'offre et la demande de services de proximité dans le Nord de la Martinique

A l'initiative des principales collectivités (Conseil Régional, Conseil Général, la CCNM...), un certain nombre d'investissements structurants pour le Nord ont été réalisés pour favoriser le développement de l'activité, l'installation d'entreprises et stimuler la demande de services de proximité. Parmi eux, on peut citer le Lycée de BELLE-FONTAINE et le Centre de Découverte des Sciences de la Terre (CDST) à SAINT-PIERRE. L'action économique des collectivités territoriales vise également à revitaliser les centres bourgs par une réappropriation par les personnes et les entreprises artisanales et commerciales.

A court et moyen terme, il est prévu d'aménager le Port de GRAND'RIVIERE pour favoriser l'emploi de services mais aussi les métiers techniques. Une pépinière d'entreprises multi site au ROBERT, au LORRAIN et au CARBET verra le jour. La création du centre d'interprétation et d'animation, de l'ère précolombienne de VIVE au LORRAIN comme l'aménagement « des sentiers du littoral » de GRAND'RIVIERE au ROBERT constituent des piliers de la politique culturelle, environnementale et de développement du tourisme du territoire.

A plus long terme, il est prévu d'aménager l'aérodrome de BASSE-POINTE et un terminal de croisière à SAINT-PIERRE.

## Annexe : les équipements de la CCNM

### Nombre de services aux particuliers présents

Services aux particuliers		CCNM	Martinique
Services publics	Trésorerie	3	15
	ANPE	6	35
	Gendarmerie	10	23
Services généraux	La Poste	21	48
	Banques, Caisse d'Epargne	24	131
	Pompes funèbres	12	39
Services automobiles	Réparation auto et matériel agricole	166	695
	Contrôle technique automobile	6	30
	Location auto-utilitaires légers	28	236
	Ecole de conduite	50	206
Artisanat du bâtiment	Maçon	257	824
	Plâtrier peintre	70	320
	Menuisier charpentier serrurier	42	287
	Plombier couvreur chauffagiste	94	435
	Electricien	129	522
	Entreprises générales du bâtiment	163	721
Autres services à la population	Coiffure	107	524
	Vétérinaire	4	23
	Restaurant	378	1 502
	Agence immobilière	20	204
	Blanchisserie-Teinturerie	16	70
	Soins de beauté	19	1 558
<b>Total</b>		<b>1 622</b>	<b>7 019</b>

### Nombre de commerces présents

Commerces		CCNM	Martinique
Commerces alimentaires	Supermarché	14	44
	Grande surface de bricolage	6	35
	Supérette	41	121
	Epicerie	190	585
	Boulangerie	89	297
	Boucherie charcuterie	56	181
	Produits surgelés	3	6
	Poissonnerie	7	37
	Commerces spécialisés non alimentaires	Librairie papeterie	14
Magasin de vêtements		98	810
Magasin d'équipements du foyer		4	63
Magasin de chaussures		22	125
Magasin d'électroménager		18	130
Magasin de meubles		10	81
Magasin d'art, de sports et de loisirs		10	89
Magasin de revêtements murs et sols		-	5
Droguerie quincaillerie bricolage		38	145
Parfumerie		19	113
Horlogerie-Bijouterie		8	84
Fleuriste		23	98
<b>Total</b>		<b>671</b>	<b>3 161</b>

## Annexe : les équipements de la CCNM

### Nombre d'établissements de santé et action sociale présents

Établissements de santé et action sociale		CCNM	Martinique
Établissements et services de santé	Etablissement santé court séjour	3	14
	Etablissement santé moyen séjour	5	13
	Etablissement santé long séjour	–	3
	Urgences	–	3
	Maternité	–	5
	Centre de santé	20	42
Fonctions médicales et par -médicales	Médecin omnipraticien	69	317
	Spécialiste en gynécologie médicale	–	–
	Spécialiste en ophtalmologie	2	24
	Spécialiste en oto-rhino-laryngologie	–	8
	Spécialiste en pédiatrie	3	18
	Spé. en radiodiagnostic et imagerie méd.	4	21
	Chirurgien dentiste	24	150
	Sage-femmes	9	28
	Infirmier	171	603
	Masseur kinésithérapeute	54	212
	Opticien-lunetier	–	15
	Orthophoniste	12	52
	Pédicure-podologue	3	26
Psychomotricien	–	5	
Autres établissements et serv. sanitaire	Pharmacie	43	162
	Laboratoire d'analyses médicales	6	28
	Ambulance	12	49
Action sociale pour personnes âgées	Personnes âgées : hébergement	6	33
	Personnes âgées : soins à domicile	–	6
Action sociale pour enfants en bas-âge	Garde d'enfant d'âge préscolaire	11	61
Action sociale pour handicapés	Enfants handicapés : hébergement	5	17
	Adultes handicapés : hébergement	7	12
Autres services d'action sociale	Aide sociale à l'enfance : hébergement	–	43
<b>Total</b>		<b>482</b>	<b>1 972</b>

### Nombre d'établissements de transports, sports, loisirs, culture

Établissements de transports, sports, loisirs, culture		CCNM	Martinique
Infrastructures de transports	Taxi	104	415
Équipements culturels et socioculturels	Cinéma	–	8
Tourisme	Agence de voyage - Office de tourisme	27	114
	Hôtels homologués	22	98
<b>Total</b>		<b>155</b>	<b>635</b>

Source : INSEE Base permanente des équipements.

**Directeur de la publication :** René Jean

**Rédaction en chef :** Béatrice Céleste

**Auteur :** Christian Camesella (INSEE).

**Cartographie :** Annick Couillaud (INSEE)

**Ont également collaboré à cette étude :**

Sabine Buisson (CCNM),

Dominique Eloïse (Boutique de Gestion)

Jérôme Harnois (INSEE).

**Maquette et impression :** Arte 0590 38 23 23

La présente publication a été réalisée dans le cadre d'une convention entre l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (Insee) et la Boutique de Gestion de la Martinique et co-financée par le Fonds social européen (FSE)

Prix : 11 euros  
Dépôt légal : juin 2007  
ISBN : 2-11-063109-0  
Code Barre : 978211063109 1  
Code SAGE : CCNMTQ380

